

Le chaos de la mondialisation

dimanche 8 juillet 2018, par [Denis COLLIN](#)

On ne parle que de « crise migratoire » comme s'il s'agissait d'un phénomène soudain, totalement imprévu et devant lequel tous les gouvernements sont désarmés. Mais cette « crise » est tout sauf soudaine et en entendant les cris d'orfraie poussés un peu partout on ne peut que rappeler cette péroraison de Bossuet : « Dieu se rit des hommes qui se plaignent des conséquences alors qu'ils en chérissent les causes ». C'est qu'en effet nous ne voyons que les prémices des gigantesques bouleversements qui vont ébranler les sociétés les plus solides au cours des deux ou trois décennies qui viennent, alors même qu'on a méthodiquement détruit tous les instruments qui auraient permis d'affronter cette situation. Quand les Minc, Delors et autres Lamy annonçaient la « mondialisation heureuse » si l'on voulait bien rester dans le « cercle de la raison », nous voyons se profiler le chaos mondialisé.

La première mondialisation a eu lieu des années 1875 (une grande récession du mode de production capitaliste) à 1914 : abaissement continu des droits de douane, développement du commerce mondial et de la division internationale du travail. Elle s'est terminée dans la boucherie de la Première Guerre mondiale avec ses 10 millions de morts. La seconde mondialisation commence au tournant des années 70 avec la crise du Système monétaire international et la « crise du pétrole ». Elle est peut-être en train de se terminer.

La « mondialisation » est l'expression des tendances propres au mode de production capitaliste. Le capital est sans limite, de quelque nature qu'elle soit. Sa tendance inhérente est de faire sauter toutes les frontières naturelles, sociales, politiques ou morales. Mais à peine a-t-il fait sauter ces barrières à son propre développement, qu'il le reconstruit sur une échelle plus vaste et prépare de nouvelles et dramatiques explosions. Dans le même temps, chacun des groupes capitalistes existant s'appuie sur une base nationale étatique, à la fois pour défendre ses intérêts sur l'arène mondiale et pour défendre ses positions face aux classes dominées. Incontestablement s'est formée une « classe capitaliste transnationale » (Leslie Sklair), incontestablement les structures productives du capital sont mondialisées, il n'en demeure pas moins que la puissance politique des nations continue de s'affirmer et que les anciennes puissances capitalistes se heurtent aux nouvelles qui réclament leur part du gâteau. L'affirmation de ces nouvelles puissances, comme la Chine, l'Inde, le Brésil, La Russie et à un degré moindre la Turquie, l'Arabie Saoudite, l'Iran ou l'Afrique du Sud, est un produit de cette seconde mondialisation mais elle entre en contradiction avec le cadre politique général et les rapports hiérarchiques au sein d'un système capitaliste « national-mondial hiérarchisé » pour reprendre l'heureuse expression de Michel Beaud. Ainsi le développement du capital comme système mondialisé est-il en lui-même une contradiction en acte.

Ce procès s'exprime sous une forme précise à travers la résistance des peuples à la mondialisation. Le mode de production capitaliste repose sur le présupposé anthropologique d'une humanité composée d'individus isolés, vivant une existence séparée les uns des autres, interchangeable et occupés uniquement de maximiser leur utilité. Le nomadisme généralisé est cependant une impossibilité théorique et pratique, n'en déplaise à Toni Negri et ses sectateurs. C'est ce qui explique la montée, un peu partout, des tendances nationales, voire nationalistes, voire franchement chauvines. À ces tendances, on accole les épithètes de « populistes », « xénophobes », et les régimes qui respectent les formes électorales sont qualifiés de « démocraties illibérales. » Les organisations de la « gouvernance mondialisée » sont ainsi secouées violemment et menacées de ruptures irréparables. L'OMC est pour l'heure moribonde et c'est Trump qui a commencé de l'occire. L'OTAN demeure mais la politique américaine, depuis de nombreuses années a progressivement discrédité cette alliance. L'Union Européenne est en marche vers le chaos : après « le brexit » d'autres craquements se font entendre après les ex-PECO rassemblés dans le groupe de Visegrad, ce sont les Italiens qui « font sécession », même si les chefs de l'alliance giallo-verde (Salvini et

Di Maio) ont donné à l'UE toutes les garanties qu'elle attendait. Ce qui n'empêche pas le scénario d'une sortie de l'Italie de la zone euro d'être de plus en plus souvent évoqué. L'Allemagne, de son côté, est dans une crise politique larvée.

Le temps où les États-Unis pouvaient ordonner le « monde libre » est terminé. Les sanctions prises par Trump contre l'UE indiquent clairement que désormais les Américains du Nord comptent mettre l'Europe à la portion congrue parce que c'est pour eux une question de vie ou de mort dans la confrontation qui se dessine avec la Chine. Mais les États-Unis n'ont peut-être déjà plus les moyens de leurs ambitions. America is back, cela ressemble à de la magie : crions bien fort de telle sorte que le réel veuille bien se conformer à nos souhaits. Mais c'est précisément parce que la puissance américaine est sérieusement affaiblie que la situation est devenue très dangereuse, incitant les États-Unis à prendre les devants dans quelque guerre régionale pour montrer qu'ils ont encore des gros bras, ou poussant quelque nouveau venu à des audaces qui feraient vaciller « l'ordre » international.

Dans une telle situation, il ne reste pas d'autre solution que de prendre appui sur les forces organisées qui tiennent encore debout, à savoir les États-nations et c'est seulement la coopération entre des États-nations forts, assurés de leur pérennité qui pourrait garantir que nous ne nous dirigerons pas vers un nouveau cataclysme mondial. Costanzo Preve estimait que la marche en avant vers la quatrième guerre mondiale avait commencé en 1989 - la guerre froide ayant été la troisième guerre mondiale, une guerre qui d'ailleurs n'a pas été aussi froide que cela : de l'Amérique Latine soumise au « big stick » américain jusqu'au Vietnam et au Cambodge, les morts se comptent en millions. La quatrième guerre mondiale part du démentiement du droit international tel qu'il avait été pensé à la paix de Westphalie en 1648, un droit reposant sur la souveraineté des États et la non-ingérence. Les théoriciens dits « néoconservateurs » mais en réalité « révolutionnaires » le disent depuis plusieurs décennies : il faut en finir avec la non-ingérence, il faut être prêt à mener des « guerres démocratiques », il faut que partout puissent se faire entendre les missionnaires armés du nouvel ordre capitaliste mondial. C'est ainsi que furent déclenchés les « bombardements humanitaires » sur Belgrade. C'est ainsi que les « alliés » - le gouvernement « socialiste » de la gauche plurielle dirigé par Jospin en faisait partie - débarquèrent en Afghanistan en 2001 et que, deux ans plus tard, la coalition dirigée par George W. Bush mit l'Irak à feu et à sang, ou encore que la France, appuyée par les Anglo-saxons détruisit l'État libyen, produisant très largement le chaos migratoire actuel.

Il est nécessaire de dire clairement où sont les responsables de la situation présente et des tragédies qui se succèdent en Méditerranée. Les responsables de la désagrégation de l'ordre politique mondial sont non seulement les dirigeants des États-Unis mais aussi les dirigeants européens des quatre dernières décennies, Mitterrand autant et peut-être même plus que les autres. Mitterrand qui commence son « règne » en 1982 en soutenant bruyamment le projet de « guerre des étoiles » de Reagan, Mitterrand qui tente de soumettre toutes les nations européennes au joug des règles de l'UE, du « grand marché » au traité de Maastricht, Mitterrand qui suit Bush et parfois le devance, et après Mitterrand les socialistes qui l'ont suivi comme Jospin ou Hollande. Réduire le chaos européen actuel à la responsabilité de l'Allemagne, c'est se moquer du monde : les Allemands ont le dos large ! Cela permet à certains politiciens français de disculper les dirigeants français et à effacer les traces de leur propre action dans les gouvernements fauteurs de désordre. Un bilan sans concession du mitterrandisme comme politique internationale doit donc être fait.

En second lieu, il est impératif de redonner aux nations « la main » dans la conduite de leurs propres affaires. Quoi que l'on pense de Salvini, de la Lega et de la fermeture des ports italiens aux bateaux dits « humanitaires », ils ont eu l'avantage de donner un coup de pied dans la fourmilière et de faire apparaître au grand jour la tartufferie générale des chefs politiques européens, au premier rang desquels le chanoine du Latran, l'inénarrable Emmanuel Pognon (de Dingue). Là encore, il ne faut pas se tromper d'ennemi et prétendre que nous serions face à la menace d'un « fascisme européen » complètement fantasmé face auquel s'imposerait un bloc des « humanitaires ». Partout en Europe, des hommes et des femmes animés par des sentiments moraux nobles tentent de venir au secours des pauvres gens qui se noient en Méditerranée. Et ils ont certainement raison d'avoir de tels sentiments d'agir selon leurs sentiments moraux. Mais on ne peut oublier que ce trafic de chair humaine est aujourd'hui un des grands secteurs

des affaires mafieuses, l'un des plus juteux. Les candidats à l'émigration sont chargés sur des embarcations de fortune prévues pour couler, la deuxième partie du chemin étant assurée par les bateaux des ONG qui deviennent ainsi, à leur corps défendant, un des maillons du système. Situation insupportable qui ne peut être dénouée dans le cadre du mode de production capitaliste, situation qui demande une intervention massive et décidée des États et une planification. Nos ennemis ne sont pas ceux qui cherchent à gagner l'Europe du Nord au péril de leur vie, ni ceux qui craignent les conséquences ravageuses de cette importation sauvage de main-d'œuvre plus docile. Nos ennemis sont à la direction de nos pays et ce sont ceux qui tiennent les manettes de la machine à tuer qui s'appelle capitalisme.